

From: AEPN [AEPN@ecolo.org]
Sent: lundi 16 juillet 2001 19:59
To: Association des Ecologistes Pour le Nucleaire - aepn
Subject: AEPN - Réponse au Livre Vert de la Commission Européenne

A l'attention de : johannes.maters@cec.eu.int

Réponse de l'AEPN (Association des Ecologistes Pour le Nucléaire)
aux questions posées dans le Livre Vert de la Commission DG TREN

VERS UNE STRATEGIE EUROPEENNE
D'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

Introduction

Les choix énergétiques conditionnent l'avenir de nos sociétés modernes, pour le meilleur ou pour le pire, selon les choix que nous ferons.

L'énergie a été dans le passé et sera encore dans l'avenir la clé du progrès social et de l'amélioration de la qualité de vie. Cependant le progrès technique ne doit pas entraîner une destruction croissante et irrémédiable de notre environnement ou une altération du climat et de la composition chimique de l'atmosphère de notre planète.

Si l'on ne change rien aux politiques énergétiques actuelles, les ressources de la planète en énergies fossiles (notamment le pétrole) vont se raréfier ou voir leur coût augmenter de manière significative dans quelques décennies seulement (on commence d'ailleurs déjà à en sentir les effets), avec des risques importants de guerres pouvant en résulter, chacun s'efforçant alors de s'approprier le peu qui reste d'une ressource devenue trop rare.

Parallèlement, la combustion accélérée des combustibles fossiles endommage notre environnement, et le climat de l'ensemble de la planète continue à se réchauffer à un rythme accéléré, sans que quiconque sache prédire aujourd'hui quelles en seront à terme les conséquences exactes.

Le débat énergétique n'est donc pas un sujet marginal, mais au contraire il se situe au cœur même de l'évolution de notre société et conditionne totalement notre avenir.

En ce sens les questions posées par le Livre Vert et le débat qu'il suscite sont essentiels, d'autant que l'Union européenne a un rôle d'exemple et de locomotive à jouer au niveau international.

L'AEPN est une association qui rassemble environ 5000 membres et signataires, avec des activités et représentants dans tous les pays de l'Union, et a pour

objectif une information complète et honnête des citoyens européens dans le domaine de l'énergie (ce qui n'a pas toujours été le cas jusqu'à présent).

C'est ainsi avec plaisir que nous répondons aux questions posées par le Livre Vert et que nous incitons tous nos membres et correspondants à répondre eux aussi individuellement de leur côté à ces questions, en tant que citoyens européens (vos réponses doivent être envoyées à : johannes.maters@cec.eu.int). Plus nous serons nombreux à répondre à ces questions, plus la qualité démocratique du débat s'en trouvera améliorée et plus les décisions seront représentatives des véritables aspirations des citoyens européens. Donc n'hésitez pas à participer et à faire part de votre point de vue à Monsieur Johannes Maters qui est chargé de recevoir les différentes réponses.

Les contributions reçues feront l'objet d'une synthèse qui servira de base aux décisions qui engagent l'avenir de l'Union Européenne et de notre planète.

Il nous faut préparer cet avenir et prendre les bonnes décisions à la fois pour économiser l'énergie et les réserves de la planète que nous n'avons pas le droit d'épuiser en une seule génération (que penseront de nous les générations futures?), pour protéger l'environnement et pour maintenir le progrès social et la qualité de vie en produisant de manière propre et économiquement acceptable l'énergie dont les populations ont besoin.

Bruno Comby
Président de l'AEPN

Association des Ecologistes Pour le Nucléaire

Site internet : <http://www.ecolo.org>

Réponses de l'AEPN aux questions posées :

Question 1 : Dépendance énergétique de l'Union

La dépendance énergétique de l'Union qui dépasse actuellement les 50 % doit impérativement revenir au-dessous de ce chiffre. Les situations de dépendance trop importantes sont la source de tensions internationales, voire peuvent conduire à des risques de guerres. L'exemple actuel de certains pays qui dépendent en majeure partie d'importations de gaz, de pétrole et de charbon en provenance de l'extérieur montre que leur situation est grandement fragilisée lorsque la situation politique ou économique des fournisseurs se détériore, comme on peut le constater avec l'augmentation actuelle des prix du gaz.

La principale cause de dépendance énergétique de l'Union est la dépendance du pétrole provenant du Moyen Orient (Golfe Persique notamment) et du gaz provenant pour une large part de régions instables politiquement (Algérie,

Républiques de l'ex-Union Soviétique...). Les ressources de gaz qui existent actuellement en Europe (mer du Nord) vont s'épuiser dans quelques années et il faudra bien les remplacer par autre chose. Partout où c'est possible il faut supplanter les énergies fossiles par d'autres énergies (nucléaire, renouvelables, etc.) entraînant une moindre dépendance et plus propres. Chaque fois qu'on remplace des énergies fossiles par des énergies renouvelables ou du nucléaire y a un double bénéfice : moins de dépendance ET un meilleur respect de l'environnement. Dans le cas du nucléaire, le bénéfice est même triple puisqu'on peut y ajouter l'avantage économique (alors que les énergies renouvelables sont chères et inconstantes).

L'approche doit être à la fois géopolitique (question d'indépendance et de lutte contre les situations monopolistiques) et économique (produire l'énergie à un prix économiquement acceptable). L'énergie nucléaire permettrait de réduire de manière importante la dépendance énergétique de l'Union mais aussi la facture énergétique, avec, dans une bien moindre mesure, une contribution petite mais utile des énergies renouvelables (qui coûtent cependant bien plus cher à produire que l'énergie nucléaire).

Question 2 : Coordination et cohérence des politiques énergétiques des pays de l'Union

Ceci est un vieux problème qui se résoudra petit à petit. L'expérience montre que chaque pays a sa politique propre, en fonction de ses propres ressources énergétiques et de sa politique (Royaume Uni, France, Italie par exemple ont des politiques très différentes).

La différence entre les différentes politiques énergétiques est aussi une richesse dont chacun peut profiter : la Norvège fournit du gaz de la mer du Nord à différents pays, la France donne l'exemple en matière de nucléaire en produisant une électricité propre et respectueuse de l'environnement sans émettre de CO₂, le Danemark et l'Allemagne ont développé des éoliennes performantes en plus grand nombre que dans d'autres pays (qui toutefois ne fournissent, même dans les pays les plus ventés, que quelques pour cent de l'électricité)...

La libéralisation des marchés, les accords de Kyoto, le renchérissement des combustibles pétroliers, le réchauffement de la planète, le coût élevé des énergies renouvelables (ainsi que malheureusement leur inconstance dans le temps et les larges surfaces nécessaires à leur implantation) aident à une prise de conscience commune que la Commission doit encourager.

Question 3 : La fiscalité, encouragement ou obstacle ?

Dans une économie libérale, les encouragements sont plus productifs que la fiscalité et la redistribution obligatoire avec ses aspects contraignants et ses lourdeurs.

Mais, avant tout, il ne faut pas mélanger énergie et idéologie ou politique. On entend trop de personnes incompétentes se mêler de politiques énergétiques qui ont des répercussions sur plusieurs générations dans un sens ou dans un autre. Les politiques énergétiques doivent être fondées sur des FAITS tangibles et des solutions éprouvées et non sur des souhaits idéologiques,

aussi légitimes soient-ils. Pour prendre un exemple, des éoliennes peuvent constituer un appoint intéressant ponctuellement pour une région ou pour de faibles puissances, surtout dans les régions isolées (loin des réseaux électriques), mais il ne faut pas compter sur elles pour alimenter une industrie, chauffer des maisons ou faire avancer les trains.

Question 4 : Accords d'approvisionnement

Il faut AVANT TOUT faire en sorte d'être le MOINS DEPENDANT possible, et donc encourager les énergies produites en Europe (nucléaire et renouvelables) et peu sensibles aux variations de prix (peu volatiles) plutôt que celles qui sont importées (charbon, gaz, pétrole) et pour lesquelles nous ne disposons que de quelques semaines de stocks en cas de rupture d'approvisionnement ou de flambée des prix.

Ces accords d'approvisionnement doivent être variés et permettre la concurrence. En aucun cas il ne faut encourager des monopoles qui un jour ou l'autre tiendront le client à leur merci. Cela est vrai pour la Russie et pour les autres producteurs. Dans ce sens, l'énergie nucléaire peut jouer un excellent rôle modérateur et permet d'être moins dépendant des monopoles contrôlés par des puissances étrangères à l'Union (OPEP...).

Même si aujourd'hui pour des raisons économiques et de commodité l'uranium est en majeure partie importé de pays extérieurs à l'Union : il provient de sources très diversifiées comme le Gabon, l'Australie, le Canada, la Namibie.... On peut le faire venir par voie aérienne si c'était nécessaire, vu les faibles tonnages en question. Le combustible ne joue de toute façon que pour une part infime dans le prix du kWh nucléaire, et on pourrait l'extraire des gisements à relativement faible teneur qui se trouvent dans l'Union s'il le fallait, car le surcoût de la matière première se traduit, contrairement à celui des combustibles fossiles, par un surcoût quasi-négligeable du prix du kilowatt-heure nucléaire. De plus, vu les faibles tonnages en question (environ vingt mille tonnes d'uranium naturel par an), il est facile de créer un stockage stratégique de quelques années pour se prémunir de problèmes éventuels d'approvisionnement. D'ailleurs les stocks de plutonium et d'uranium appauvri présents dans certains pays de l'Union, parfaitement valorisables dans certains types de réacteurs, constituent d'ores et déjà un tel stock stratégique.

Question 5 : Constitution de stocks charbonniers ou gaziers comme pour le pétrole.

Il serait effectivement judicieux de créer des stocks représentant l'équivalent d'au moins 2 ou 3 mois de consommation. Le rôle régulateur de tels stocks est évident, soit politique soit économique. On peut utiliser des poches synclinales pour stocker le gaz. Il est à noter toutefois que, compte tenu des quantités à stocker, il n'est guère possible de stocker gaz ou charbon sur de longues durées, et la priorité doit donc être de réduire la dépendance en favorisant le nucléaire, l'hydraulique, les économies d'énergie et les énergies renouvelables (malgré leur prix, leur inconstance, et leur potentiel limité qui les cantonnera à un rôle d'appoint dans le bilan énergétique de l'Union).

Question 6 : Optimisation des réseaux de transport d'énergie.

Dans un monde ou tout est de plus en plus globalisé, l'énergie doit pouvoir s'échanger librement entre Etats de l'Union, afin, par exemple, qu'un Etat membre qui a trop d'énergie puisse dépanner un autre Etat, qui en manquerait. Les transports d'énergie doivent être à la fois libres au sein de l'Union et optimisés techniquement et économiquement. Bien que la libéralisation des marchés soit souhaitable, elle doit être coordonnée et encadrée pour éviter les doubles emplois et les dérapages. Certaines interconnexions électriques entre pays doivent être renforcées, par exemple pour permettre des échanges d'énergie plus faciles entre pays de l'Union (liaisons électriques France-Espagne ou France-Italie notamment).

Question 7 : Développement et financement des énergies renouvelables

Le développement scientifique des énergies renouvelables nécessite de nombreux efforts, relativement minimes et légers si on les compare avec des industries plus lourdes comme l'énergie nucléaire ou l'aéronautique. Pour financer ces efforts, on peut effectivement demander une modeste contribution aux énergies majeures pendant quelques années, et user d'encouragements pour les utilisateurs, par exemple comme pour la voiture électrique ou hybride.

Mais ce genre de contribution doit rester léger (économiquement acceptable) et ne pas être perçu comme un impôt nouveau pour des énergies qui n'ont pas encore fait leurs preuves et sont condamnées par nature à rester marginales.

Il est normal de contribuer à la recherche et au développement des énergies dont nous aurons besoin demain et en particulier les énergies renouvelables, mais il faut éviter le travers qui consiste à traiter la recherche sur les énergies renouvelables sur le même plan que la recherche sur l'énergie nucléaire de fission ou de fusion.

Le bon sens nous amène à suggérer que les différentes énergies doivent être financées au prorata du potentiel qu'on peut attendre de chacune d'entre elles. Il est donc logique d'aider avec modération les énergies solaire et éolienne, de manière plus marquée les économies d'énergie, et surtout de soutenir le développement des réacteurs nucléaires du futur et, à plus long terme, la fusion.

Question 8 : L'énergie nucléaire et ses déchets

L'énergie nucléaire produit très peu de déchets, lesquels sont parfaitement maîtrisés confinés et retraités (ou qui seraient retraitables selon les pays de l'Union), contrairement aux produits de la combustion des énergies fossiles (CO₂) qui sont rejetés directement dans l'atmosphère qui sert ainsi de poubelle.

De plus un déchet radioactif est, par définition, biodégradable, puisqu'il se désintègre spontanément au bout d'un temps plus ou moins long. Il suffit donc de confiner ces déchets jusqu'à ce qu'ils ne soient plus dangereux.

Il est à noter que l'activité et donc la toxicité des déchets nucléaires décroît très rapidement avec le temps (décroissance exponentielle). Dans le cas où l'on traite les déchets nucléaires (récupération et recyclage de l'uranium et du plutonium), les déchets ultimes issus du retraitement ne sont très radioactifs que pendant une durée de l'ordre de mille ans (mais leur radioactivité n'est très importante que pendant les premières années et les premiers siècles et diminue ensuite très vite).

L'énergie nucléaire est l'une des industries qui génère le moins de déchets à vie longue ou courte, comparée à l'industrie charbonnière ou pétrolière et aux industries chimiques. Ces déchets sont et doivent continuer à être confinés, surveillés et retraités (ce qui n'est pas toujours le cas actuellement dans certains pays de l'Union et pour certains types de combustibles, mais devrait l'être pour mieux préserver l'environnement). Les déchets qui obéreront l'existence des générations futures sont de tous ordres, et les déchets nucléaires bien moins que d'autres.

Il faudrait que les autres industries (non-nucléaires) retraitent et confinent leurs déchets avec des normes de qualité comparables à celles pratiquées pour l'industrie nucléaire.

Il faut faire des efforts pour diminuer et contrôler les déchets que nous produisons, mais l'énergie nucléaire, pour sa part, en a fait davantage que bien d'autres industries. Il faut s'en réjouir et s'en inspirer pour d'autres domaines. Les solutions existent, elles sont en cours de mise en oeuvre, et d'autres secteurs pourraient bénéficier des méthodes très performantes de confinement, d'entreposage, de transports et de retraitement des déchets nucléaires.

L'excellente étude de la Commission sur les coûts externes comparés des différents types d'énergie (Etude ExternE, 1998, DG Recherche), montre clairement l'intérêt de l'énergie nucléaire du point de vue des déchets. Nous souhaitons que la Commission fasse davantage connaître ces études très importantes et sérieuses, et la contribution importante du nucléaire à la réduction des déchets produits (et plus encore des déchets rejetés dans l'environnement).

La Commission s'honorerait en faisant reconnaître ce qui est l'évidence, à savoir que l'équipement nucléaire d'un pays contribue efficacement à diminuer les émissions de CO₂ qui participent à l'effet de serre, et que ce type d'énergie construit et exploité de manière sûre, peut et doit être pris en compte dans les discussions internationales sur l'environnement, par exemple pour les mécanismes d'échange mis en place dans les accords de Kyoto.

Question 9 : Protocole de Kyoto

Les systèmes mis en place doivent être appliqués. On risque de s'apercevoir, comme le font les USA, que les engagements ne pourront pas être respectés sans un recours important à l'énergie nucléaire, la seule source d'énergie massivement disponible à un prix économique acceptable à ne pas contribuer à l'effet de serre. Ceci s'applique également, avec des dispositions particulières, notamment en matière de sûreté, à des pays en voie de développement comme Chine, Inde, Indonésie, dont les rejets de gaz à effet de serre vont devenir extrêmement importants. L'Union Européenne doit favoriser

non seulement les énergies propres pour sa propre énergie, mais doit aussi encourager le développement d'énergies propres (nucléaire et renouvelables) et de technologies économes en énergie dans les pays en voie de développement qui peuvent bénéficier de notre expérience dans ces domaines.

Question 10 : Biocarburants/Hydrogène

Il faut découpler les questions biocarburant/hydrogène.

Toutes les sources d'énergie ont un rôle à jouer. Toutefois on remarquera que les biocarburants sont chers à produire, polluants à utiliser (oxydes d'azote et de soufre) et contribuent en partie à l'effet de serre. Ils nécessitent de grandes surfaces de plantations et ne sont pas adaptés à des pays fortement consommateurs d'énergie comme les pays de l'Union. Les biocarburants peuvent cependant être utiles dans certains cas spécifiques ou pour des pays en développement, riches sur le plan agricole et qui n'ont que peu d'autres ressources énergétiques. Des pays comme Madagascar ou le Brésil pourraient peut-être bénéficier davantage des biocarburants à défaut de quantités suffisantes de pétrole et de charbon, mais ces énergies sont chères et pour faire face aux besoins énergétiques de l'Europe, il faudrait planter des surfaces tellement importantes que ce n'est que pure utopie que de penser que les biocarburants pourraient produire une part significative de l'apport énergétique en Europe (sans compter la pollution qui en découlerait, tant au niveau des terres que de l'atmosphère).

Il faut en revanche nous diriger le plus rapidement possible vers la société de l'hydrogène, combustible léger, performant, propre à brûler (ne produit que de la vapeur d'eau à la sortie du pot d'échappement). L'hydrogène est un combustible très intéressant pour l'avenir, un combustible de pays riches, dont la production demande beaucoup d'énergie, qui sera vraisemblablement électrique et sans doute nucléaire. Il y a deux manières d'utiliser l'hydrogène : soit en le brûlant directement dans des moteurs adaptés ou dans des piles à combustibles (dont le développement doit être une priorité de l'Union) soit pour rendre plus fluides les combustibles fossiles lourds très carbonés dont on aura besoin dans quelques années quand les pétroles ordinaires (plus hydrogénés) se raréfieront.

Question 11 : Les économies d'énergie

L'énergie la plus propre et qui préserve le mieux les réserves d'énergie pour notre avenir est celle qu'on ne consomme pas !

Il faut encourager les économies d'énergie, mais cela ne fera pas tout car retourner à l'âge des cavernes n'est pas souhaitable et il faudra toujours de l'énergie. Il est bon de fixer des recommandations et des normes plus strictes pour l'isolation des bâtiments, mais aussi pour les industries, et les moyens de transport modernes. Ces normes devraient progressivement être harmonisées dans toute l'Union.

Il serait bon d'encourager l'ensemble des citoyens Européens (ainsi que certains pays l'ont déjà fait avec succès) à économiser l'énergie en ayant recours par exemple à des mesures de modération fiscales (taux réduits de TVA sur les ampoules à faible consommation, encouragement à faire des travaux d'isolation des bâtiments, aides pour l'installation de pompes à chaleur, surtaxation des voitures et véhicules à forte consommation...).

Question 12 : Economies de transport - Voies ferrées.

L'exemple de la Suisse, de l'Autriche, de la Saxe, du tunnel sous la Manche sont la preuve que le ferroutage est possible. Il faut le développer en priorité sur les grand axes comme par exemple Séville - Bruxelles - Copenhague, Hambourg - Rome, Munich - Varsovie, Hambourg - Vienne, etc...

Les autos dans les villes : les véhicules électriques ou hybrides ainsi que les véhicules fonctionnant au moyen de piles à combustibles doivent être encouragés, en particulier les taxis, les autobus, les engins de livraison, les camions-poubelles, etc...

Question 13 : Intégrer le long terme et préparer le futur

En matière énergétique, les choix doivent être préparés longtemps, plus de 20 ans à l'avance. Il faut faire appel pour cela à des spécialistes reconnus de prospective énergétique et non à des idéologies irrationnelles : l'énergie est pour les populations un domaine trop important pour qu'on la traite à coup de déclarations sans suite ou de rêves plaisants mais irréalisables. Il faut évaluer les politiques présentes, les ressources fossiles, les potentialités des renouvelables et de l'énergie nucléaire sans se tromper sur les coûts, les potentialités et les conséquences sur l'environnement de chaque énergie.

L'énergie nucléaire, capable de production d'électricité en masse et en base, de manière sûre et propre, n'en est qu'à ses débuts et est promise à un développement considérable dans les décennies à venir. Quand on réalise que les réacteurs actuels, malgré leurs performances, ne brûlent que 1 % environ de l'uranium qu'ils consomment, on mesure le potentiel de développement de cette énergie pour le futur proche,, grâce à de nouveaux types de réacteurs encore plus propres et plus performants, avec retraitement des déchets nucléaires (comme le fait la France avec succès depuis plusieurs décennies), etc..

Question 14 : Autres propositions.

Il est important d'apporter nos connaissances et les moyens technologiques d'un développement propre aux pays en développement. Le bien-être énergétique et l'approvisionnement en eau de ces pays conditionne la paix dans certaines régions du monde, mais aussi indirectement le bien-être des pays développés. Nous vivons tous sur la même planète et on ne peut pas construire son bonheur sur le malheur de son voisin. Il y a là une problématique à développer sur des fondements éthiques et des valeurs qui respectent la dignité de l'homme et la solidarité entre les pays technologiquement plus avancés et les pays en cours de développement.

<http://www;ecolo.org>